



Rapport économique 2023 Belgique

29 août 2023

Executive Summary

L'activité économique en Belgique s'est montrée résiliente. Les répercussions économiques du conflit en Ukraine ont touché les segments de l'économie belge de façon hétérogène. La flambée des prix de l'énergie a mis sous pression la reprise économique au second semestre. Au total, le **PIB en volume a progressé de 3,1%** en 2022. La croissance s'est donc quelque peu essouffée après avoir exceptionnellement atteint 6,1% en 2022. La nouvelle période de turbulences économiques a propulsé **l'inflation** au-delà des prévisions et l'a maintenue plus longtemps à un niveau élevé. Elle a affiché en moyenne **10,3%**, soit son niveau le plus élevé depuis les années 1970. **L'emploi a progressé de 1,2%** alors que **le taux de chômage a légèrement diminué pour atteindre 5,7%**.

L'économie belge est une des économies le plus ouvertes au monde. Environ 80% de son PIB découle de ses exportations. En 2022, **les exportations (+30,1%)** et **les importations (+32,7%)** se sont accrues par rapport à 2021. La balance commerciale présente ainsi un solde positif de € 11,9 milliards. Les exportations et les importations de services ont également progressé. La valeur du commerce bilatéral des marchandises entre la Belgique et la Suisse s'élève à **7,9 milliards** de francs suisses en 2022. Cela correspond à une augmentation de 0,8%. La **Belgique** se trouve ainsi au **13^e rang** des principaux partenaires commerciaux de la Suisse. La balance commerciale des marchandises est favorable à la Suisse.

Selon les statistiques belges (BNB), la **Suisse est le 8^e investisseur étranger en Belgique fin 2021** (comme en 2020). Le stock des investissements directs suisses en Belgique s'est élevé à 11,22 milliards d'euros (2,6% du total des investissements en Belgique). Pour ce qui est du **personnel employé** en Belgique par les entreprises suisses, on dénombre environ 20'000 personnes en 2021.

En 2022, **le déficit budgétaire** a continué de se replier, pour revenir à **3,9% du PIB**. La **dette publique** s'établissait fin 2022 à 105,1% du PIB, ce qui constitue un repli par rapport à 2021. La Belgique figure parmi les pays les moins performants de la zone euro en ce qui concerne le solde de financement et la dette publique.

Selon les projections, l'activité économique progresserait de 1,4% en 2023. L'inflation annuelle reviendrait à nouveau en moyenne sous les 2%.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du pays hôte	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	7
4.1	Evolution et perspectives générales	7
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	7
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	8
4.2	Commerce bilatéral	8
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	8
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	9
5.1	Evolution et perspectives générales	9
5.2	Investissements bilatéraux	10
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1	Instrument de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	11
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		12
ANNEXE 2 – Principales données économiques		13
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		14
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		15
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		16

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La Belgique (30'688 km², 11,58 millions d'habitants) occupe en 2022, selon le ranking de la World Bank¹, **la 25^e place mondiale en termes de PIB nominal**. Pour ce qui est du **PIB/habitant**, elle se retrouve en **20^e position**.

L'activité économique s'est montrée résiliente. Les répercussions économiques du conflit en Ukraine ont touché les segments de l'économie belge de façon hétérogène. Les effets les plus significatifs sont rapportés par les secteurs dépendants dans une plus large mesure d'intrants énergétiques ou de produits alimentaires. La flambée des prix de l'énergie a fait ralentir la reprise économique au second semestre. Le **PIB a progressé de 3,1%** en 2022² comparativement à l'année précédente. La croissance s'est donc quelque peu essoufflée après avoir exceptionnellement atteint 6,1% en 2021, même s'il faut rappeler qu'elle faisait alors suite au plus vif repli jamais enregistré depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quoi qu'il en soit, l'activité économique demeure supérieure à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19.

Les **services sont demeurés le principal moteur de la croissance**, tandis que l'industrie a pâti de la flambée des prix de l'énergie. La hausse des coûts à laquelle ont été confrontées les entreprises en 2022 a touché différentes branches d'activité. Alors que l'accroissement des salaires est un phénomène qui affecte le tissu économique belge de manière uniforme, la flambée des coûts énergétiques est en revanche un frein particulièrement puissant dans les domaines d'activité à forte consommation d'énergie. Dans l'industrie, après une bonne entame d'année, la croissance a fléchi dès le deuxième trimestre de 2022. Enfin, les activités de services ont vu leur valeur ajoutée progresser plus rapidement en 2022. De manière générale, les activités de services sont relativement moins vulnérables aux contraintes d'offre, si bien que les problèmes d'approvisionnement, qui ont regagné en vigueur en cours d'année, n'ont que très peu pesé sur les performances de la branche.

En 2022, la croissance du PIB a essentiellement été portée par la consommation privée (+4,1%) et les investissements résidentiels (+2,1%), tandis que les investissements des entreprises se sont réduits de 2,1%. C'est aussi le cas des investissements des administrations publiques qui font face à un recul de 6,7%, tandis que la consommation publique a augmenté de 1,4%.

La contribution de la demande extérieure est demeurée positive. Les échanges commerciaux de la Belgique avec le reste du monde sont restés dynamiques jusqu'au dernier trimestre de l'année. Au cours de la première période de l'année, la Belgique a suivi la tendance observée au niveau des échanges mondiaux. Ces derniers ont été portés par la combinaison de la vigueur de la demande, de la résorption des goulets d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement et de la levée de la plupart des restrictions liées au COVID-19. En fin d'année, la croissance des exportations et des importations s'est cependant considérablement tassée en raison du ralentissement de ce même commerce mondial dans un contexte inflationniste.

En 2022, le marché du travail a poursuivi la dynamique post-pandémie enregistrée l'année précédente. Le nombre d'emplois nets supplémentaires dans l'économie belge aurait atteint 101'000 en 2022. Cela s'explique par une création d'emplois très dynamique avec 86'000 salariés et 15'000 indépendants de plus. Le taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans est ainsi passé de 70,6% en 2021 à 71,8%³. La robustesse du marché du travail a toutefois également induit une pénurie de main-d'œuvre inédite. En raison de la reprise post-pandémie, le nombre de chômeurs a – comme en 2021 – continué de diminuer. Le **taux de chômage harmonisé a ainsi atteint 5,7%** après avoir culminé à 6,3% durant la pandémie.

Le solde budgétaire s'est amélioré depuis la fin de la pandémie mais l'intensification de la crise énergétique a une nouvelle fois mis les finances publiques sous pression. En 2022, **le déficit budgétaire a continué de reculer jusqu'à 3,9% du PIB**. C'est une amélioration par rapport au déficit de 5,5% enregistré en 2021. Il est toutefois resté fortement sous tension en raison de nouvelles mesures adoptées en réponse à la crise énergétique et à l'invasion russe en Ukraine. La **dette publique**

¹ data.worldbank.org

² La plupart des chiffres dans le rapport se réfèrent aux données de la [Banque Nationale de Belgique](https://www.nbb.be).

³ Le taux d'emploi de la Flandre, qui est le plus élevé (76,6%), a encore progressé de 1,3 point de pourcentage. Celui de Bruxelles s'est quant à lui renforcé de 3 points de pourcentage, mais il n'atteint toujours que 65,2%. En Wallonie, 65,6% des personnes en âge de travailler sont en emploi, soit un pourcentage à peine supérieur à celui observé en 2021.

s'établissait, fin 2022, à 105,1% du PIB, ce qui constitue un repli de 4% par rapport à 2021. Cela ne signifie pas que tout va bien, puisque cette réduction du taux d'endettement s'explique par la forte hausse du PIB nominal l'an dernier. La suspension des règles budgétaires européennes va à contre-courant de l'impérieuse nécessité d'assainir les finances publiques en Belgique. La Belgique figure parmi les pays les moins performants de la zone euro en ce qui concerne le solde de financement et la dette publique.

La forte reprise après la pandémie a été suivie par une nouvelle période de turbulences économiques qui a propulsé **l'inflation** au-delà des prévisions et l'a maintenue plus longtemps à un niveau élevé de **10,3%**, soit son niveau le plus élevé depuis les années 1970. Une décomposition de l'inflation montre que l'énergie a été la principale contributrice à cette poussée. L'inflation énergétique s'est chiffrée à 57,9% en 2022. Sans les mesures prises par le Gouvernement⁴, celle-ci aurait été encore plus forte en 2022. Le système de l'indexation automatique des salaires et des prestations de sécurité sociale protège les ménages belges contre la hausse du coût de la vie qui a été observée au cours de l'année 2022. En Belgique, l'indexation automatique des salaires a une longue histoire et est appliquée depuis la Seconde Guerre mondiale.

Après deux années de pandémie où le nombre de **faillites** a été artificiellement maintenu très bas, le rattrapage a commencé en 2022 : 9'823 faillites ont été prononcées, soit 42% de plus que l'année précédente selon les chiffres de la société Graydon. Toutefois, si on compare 2022 avec les années pré-covid, le nombre de faillites reste inférieur.

Lors de la publication du Patent Index 2022⁵, la Belgique a fait état de **sa forte capacité à innover**. Elle se classe à la septième place européenne avec 2'604 demandes de brevets déposées (+5%). Au niveau mondial, la Belgique obtient la neuvième place dans le classement du nombre de demandes par million d'habitants.

Défis et atouts de l'économie belge

L'attractivité de la Belgique est élevée. Toutefois, malgré ce constat réjouissant, le Royaume conserve une certaine marge de progression. Si le contexte actuel de hausse des coûts de production impacte négativement la compétitivité de la Belgique, son attractivité globale s'est, selon l'IMD, renforcée au cours des quatre dernières années. La Belgique se classait 21^e sur 63 pays évalués en 2022 (contre 24^e en 2021). Cette amélioration provient en particulier du fait de la meilleure performance économique, de l'efficacité des entreprises et du gouvernement.

L'un des points forts de la Belgique est son niveau d'innovation. D'après le tableau de bord de l'Union européenne, la Belgique fait partie des leaders en la matière et ses performances augmentent sans cesse. Les dépenses allouées à la recherche et au développement sont également parmi les plus élevées de l'UE avec 3,4% du PIB en 2021. Ce taux est en progression constante depuis une quinzaine d'années. Certains points d'attention sont à prendre en compte, dont la mise en place des technologies liées à l'environnement et le niveau des exportations de biens de haute technologie. Une analyse récente démontre que si l'innovation est fortement développée en Belgique, la diffusion de celle-ci reste problématique. Ce constat trouve son explication dans la forte concentration des efforts d'innovation et du nombre limité d'entreprises.

En mai 2023, la Belgique a dévoilé sa nouvelle campagne internationale intitulée « Embracing Openness »⁶, principalement destinée aux décideurs économiques et au monde de la recherche au sens large.

L'indexation automatique des salaires⁷ pratiquée en Belgique - ce phénomène est plutôt rare en Europe et dans le monde - est un élément impactant négativement la donnée compétitivité-coût de l'économie belge. Il faut donc trouver un équilibre entre la protection du pouvoir d'achat offerte par l'indexation et ses effets sur la compétitivité de l'économie.

⁴ Réduction TVA sur l'électricité et le gaz, introduction d'un tarif social pour l'énergie et le gaz, prime de chauffage

⁵ [Patent Index 2022](#)

⁶ www.embracingopenness.be

⁷ En Belgique, il existe des mécanismes d'indexation automatique des salaires pour une majorité de travailleurs. L'objectif de l'indexation automatique des salaires est d'adapter les salaires et les allocations sociales à l'évolution du coût de la vie.

La tendance internationale à la démondialisation a également des conséquences négatives pour une petite économie ouverte comme celle de la Belgique.

La Belgique reste plus que jamais championne du monde de la taxation des salaires. Parmi les 38 pays membres de l'OCDE, la Belgique arrive en tête pour la taxation des travailleurs célibataires (53%) et des couples avec enfants percevant deux salaires (45%).

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

En tant que pays hautement industrialisé, la Belgique génère de loin la plus grande valeur ajoutée dans le secteur des services (voir annexe 1). Depuis longtemps, le territoire de l'actuelle Belgique est une plaque tournante du commerce. Cela s'explique notamment par la densité de la population, la qualité de l'infrastructure et la situation au cœur de l'Europe, avec des régions voisines économiquement puissantes.

Parmi les points forts du Royaume, il faut citer les infrastructures dont le « Port of Antwerp-Bruges », la situation géographique entre l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, la présence d'institutions européennes et d'organisations internationales ainsi que la main-d'œuvre multilingue bien formée. Les tensions politiques et financières entre la Flandre et la Wallonie ainsi que la structure institutionnelle complexe avec ses nombreux niveaux administratifs sont considérées comme les points faibles de la Belgique. La dette publique croissante est également un sujet de préoccupation.

L'affinité avec la Suisse, qui est associée à la qualité, à la stabilité et à la fiabilité, offre une bonne base de départ pour les entreprises suisses. Les secteurs suivants sont en mesure d'offrir d'intéressantes opportunités aux entreprises suisses :

- **Life Science et Pharma** : La Belgique est un acteur mondial important dans le secteur pharmaceutique. De nombreuses entreprises pharmaceutiques de premier plan y ont une filiale et la Belgique devient de plus en plus importante dans le secteur biopharmaceutique. La Belgique a un paysage de recherche dense qui favorise les secteurs de haute technologie. Les universités et autres centres de recherche sont très bien connectés au niveau international et jouissent d'une grande renommée. Depuis dix ans, la Belgique s'est installée dans le top trois des pays accueillant le plus d'essais cliniques par tête d'habitant en Europe. Elle cherche régulièrement à renforcer sa position de leader, qui contribue à faire de l'industrie biopharmaceutique un des principaux moteurs de l'économie. Pour les entreprises pharmaceutiques (et connexes) suisses, y compris les PME, ce secteur est intéressant.
- L'incubateur Imec, le fleuron belge des **nanotechnologies et des technologies numériques**, s'est hissé en tête du classement mondial des incubateurs et accélérateurs de start-up⁸ décerné par UBI Global.
- **Logistique** : La logistique a toujours été un pilier de la Belgique et est encore renforcée par la tendance générale de la relocalisation de proximité des entreprises. La Belgique est un important hub logistique doté de nombreux atouts. Les deux plus importants ports de Flandre (Anvers et Zeebrugge) ont fusionné pour devenir « Port of Antwerp-Bruges ». Les **ports maritimes belges** sont d'importants points de transit pour le commerce extérieur suisse ainsi que des centres d'activités pour des sociétés suisses de services.

Autre point intéressant, la Belgique réaffirme son **statut d'économie axée sur les PME**. Les PME constituent l'épine dorsale de son économie, et cela vaut également pour les PME étrangères, qui considèrent favorablement la Belgique lorsqu'elles décident d'un nouvel investissement.

Quelques projets d'infrastructure⁹

- Modernisation et développement de l'infrastructure [ferroviaire nationale](#), programme de 2023 à 2032
- Nouvelle voie de contournement à Anvers, [Oosterweelverbinding](#)
- Nouvelle ligne de métro à Bruxelles, [Metro Bruxelles](#)

⁸ Source : [article de presse](#)

⁹ Source : articles de presse, sites internet

- Extension des réseaux de distribution d'électricité en Flandre, réalisation prévue pour 2026, [Fluvius](#)

Tant le [gouvernement fédéral](#) que les régions [flamande](#), [wallonne](#) et [bruxelloise](#) fournissent des informations sur les appels d'offres publics.

Next Generation EU

En avril 2021, la Belgique était dans les premiers pays à voir son plan de relance être approuvé par la Commission européenne. Celui-ci a pour ambition d'accélérer la transition nécessaire du pays vers plus de durabilité, de résilience et d'inclusion tout en répondant aux aspirations des générations futures. Le plan comprend plus de 140 projets autour de 4 thèmes centraux : durabilité, digitalisation, mobilité, économie/innovation. Pour les détails sur les différents composants : www.nextgenbelgium.be. En juin 2022, la Commission européenne a décidé que la Belgique recevra 1,4 milliards de moins qu'initialement prévu pour son plan de relance, soit la somme de 4,5 millions d'euros au lieu de 5,9. Le montant total est inférieur en raison de la reprise plus rapide que prévue de l'économie belge. Près de 60% du programme belge sont des projets d'infrastructure, car la Belgique présente généralement un déficit structurel en matière d'investissements publics.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

La **conduite de la politique commerciale est complexe** en raison de la **structure fédérale** de la Belgique. Chacune des trois Régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) possède ses propres compétences en matière de politique économique, tant sur le plan intérieur que dans l'approche internationale, selon le principe « *in foro interno, in foro externo* ».

Le commerce est essentiel pour une petite économie ouverte comme la Belgique. En 2022, un emploi sur cinq était lié aux exportations. Devant les tensions géopolitiques internationales actuelles, il est primordial d'intensifier et de diversifier les exportations et les importations au profit de la prospérité et de l'emploi. C'est précisément le but des accords commerciaux conclus par l'UE avec ses partenaires internationaux. Pour l'instant, pas moins de huit accords commerciaux internationaux doivent encore être ratifiés par les différents parlements nationaux en Belgique¹⁰.

Chacune des trois Régions dispose d'une **agence de promotion** des exportations et des investissements. La Flandre entend se maintenir en tête (environ 60% du PIB et 80% du commerce extérieur), alors que la Wallonie et Bruxelles-Capitale déploient des efforts pour développer leurs économies.

Le Roi effectue habituellement deux **visites d'État** par an. En 2022, le Roi Philippe et la Reine Mathilde ont effectué leur première visite d'État depuis le début de la pandémie en Grèce, et une autre en Lituanie. Également en 2022, le Président de la Confédération Ignazio Cassis et son épouse, Madame Paola Rodoni Cassis, ont été reçus en Belgique les jeudi 24 et vendredi 25 novembre 2022 par le couple royal pour une visite d'État.

Chaque année, deux **missions économiques princières**, présidées par la Princesse Astrid, ont lieu. Le choix des destinations de ces missions est opéré par le Bureau fédéral du Plan¹¹, qui est notamment chargé de veiller à la compétitivité internationale de l'économie belge. Après deux années de pandémie, la Belgique a relancé ses missions économiques avec exceptionnellement trois destinations en 2022 : Royaume-Uni (Grand Londres), Etats-Unis (Atlanta, New York, Boston) et le Japon (Tokyo, Nagoya, Osaka, Kyoto).

Les **Régions**¹² ont placé des attachés économiques et commerciaux dans beaucoup de pays du monde. En Suisse, il y en a un qui représente la Flandre à Zurich alors que la Wallonie est représentée à Genève. Elles ne doivent pas coordonner leurs actions avec celles des autorités fédérales et développent

¹⁰ [les différents accords](#)

¹¹ Le BFP est un institut public indépendant de prévision, de recherche et d'analyse des politiques publiques.

¹² Les détails des actions des trois Régions peuvent être trouvés sur leurs sites internet : [Bruxelles](#), [Wallonie](#), [Flandre](#)

donc leurs propres politiques économiques extérieures. Il arrive cependant que des missions soient organisées conjointement par deux ou trois Régions. Souvent, on trouve les trois Régions réunies sur un stand collectif aux importantes foires.

En ce qui concerne la signature, la ratification et l'entrée en vigueur des **accords internationaux**, on peut noter :

- L'Avenant, fait à Luxembourg le 31 août 2021, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002, du 16 juillet 2009 et du 5 décembre 2017.

Cet avenant est entré en vigueur le 10/02/2023.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Les **accords bilatéraux conclus entre l'UE et ses Etats membres et la Suisse** servent de cadre et fournissent nombre de règles applicables aux relations commerciales entre la Belgique et la Suisse. Ils assurent une large égalité de traitement entre les entreprises suisses et belges.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

En raison de sa petite taille et de son manque de ressources, la Belgique dépend du commerce avec les autres pays pour développer son économie. Sa dépendance à l'égard du commerce international l'a amenée à devenir l'une des **économies les plus ouvertes au monde**. Selon l'OMC¹³, la Belgique se trouve parmi les plus grands exportateurs (8^e en 2022 avec 2,5% de part du marché) et importateurs (13^e en 2022 avec 2,4% de part du marché) de marchandises au monde. Quant aux services, elle se trouve au 14^e rang des exportateurs et également à la 14^e place pour les importations. La Belgique s'est classée au 3^e rang de l'indice [KOF de la mondialisation en 2022](#).

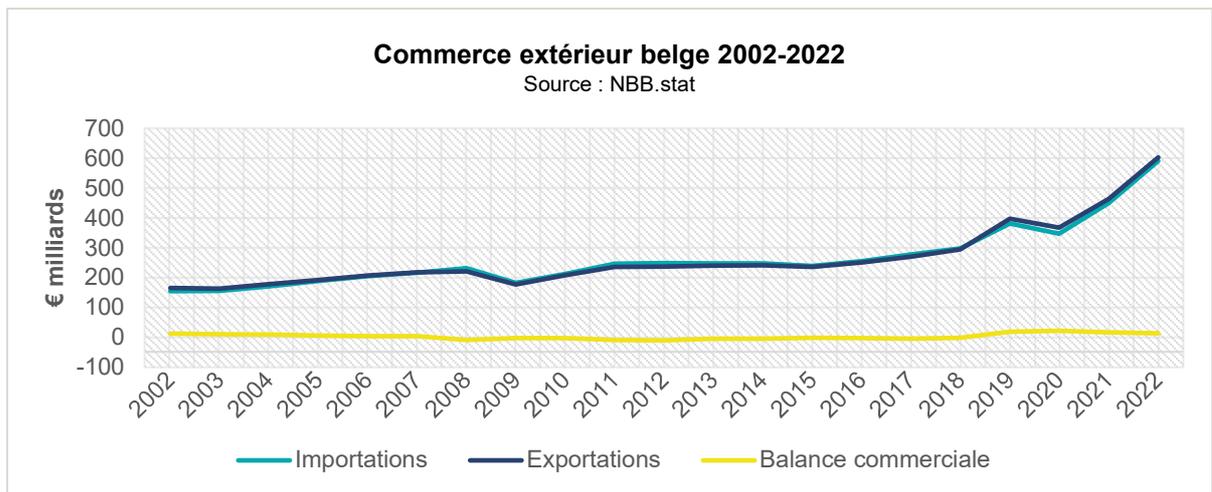
En tant que membre de l'UE, la Belgique fait valoir ses intérêts de politique économique extérieure au sein et par le biais de l'UE (union douanière et politique commerciale commune ; politique agricole commune, etc.).

4.1.1 Commerce de marchandises

Malgré un net ralentissement en fin d'année, les **importations** (€ 592,4 milliards, +32,7%) et les **exportations** (€ 604,3 milliards, +30,1%) affichent une forte croissance en 2022 (voir annexe 3). La balance commerciale présente ainsi un solde positif de € 11,9 milliards (2021 : 14,3 mia. €).

Selon les statistiques de la [Banque Nationale de Belgique \(BNB\)](#), les **principaux postes d'exportation** sont les produits des industries chimiques ou connexes (27,6%), les produits minéraux (18,3%), le matériel de transport (8,6%), les machines et appareils (8,4%) et les métaux communs (7,3%). Les **principales importations** sont les produits des industries chimiques ou connexes (24,5%), les produits minéraux (23,2%), les machines et appareils (10,8%), le matériel de transport (9,1%) et les métaux communs (6,6%). La valeur du **commerce avec l'UE** représente 70,1% de l'ensemble des échanges de marchandises. Celle du commerce avec les trois partenaires commerciaux traditionnellement les plus importants (les Pays-Bas, l'Allemagne et la France) équivaut à 43,7% de tout le commerce de la Belgique. La part de **l'Asie** est de 9,1%. Parmi les partenaires commerciaux asiatiques, il n'y a pas changements majeurs, la Chine garde la première place avec 3,6%, suivie par le Japon avec 1,8% et l'Inde avec 1,3%. La part de **l'Amérique** reste stable et s'élève à 8,8%, dont les **Etats-Unis** avec 5,9%. La part de la **Suisse** au commerce bilatéral de la Belgique s'élève à **1,4%** (2021 : 1,5%).

¹³ [Belgian Foreign Trade Agency, WTO](#)



4.1.2 Commerce de services

Le caractère très ouvert de l'économie belge se montre également au niveau des services. **Les exportations** ont, selon les statistiques de la Banque Nationale de Belgique, atteint une valeur de 132,40 milliards d'euros en 2022, ce qui représente une augmentation par rapport à 2021 (€ 116,38 milliards). Les **importations** ont atteint une valeur de 136,34 milliards d'euros, ce qui signifie une augmentation par rapport à 2021 (€ 115,12 milliards). Contrairement à l'année 2021, en 2022, **la balance des services** se solde par un déficit de € 3,94 mia. (2021 : € 1,82 mia.).

Les cinq **principaux postes** sont :

	2022 (mio. d'euros)		
	Exportations	Importations	Balance
Total	132'404	136'336	-3'932
Autres services aux entreprises	48'766 (36,8%)	49'432 (36,3%)	-666
Transport	30'141 (22,8%)	31'669 (23,2%)	-1'528
Communication, informatique et information	17'492 (13,2%)	15'413 (11,3%)	2'079
Services financiers	7'905 (5,9%)	7'072 (5,2%)	833
Voyages	6'593 (4,9%)	15'504 (11,4%)	-8'551

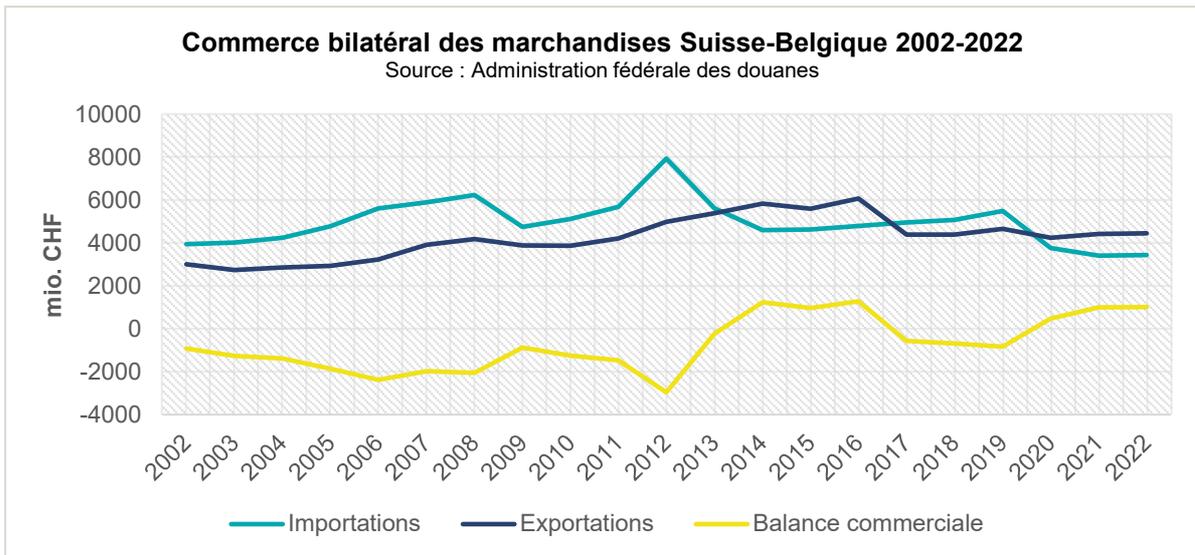
4.2 Commerce bilatéral

Le fichier des exportateurs de l'Agence pour le Commerce extérieur recense 3'900 entreprises belges exportant vers la Suisse et 3'850 manifestent des signes d'intérêts pour ce marché. La **balance commerciale des marchandises** (CHF 1'007 mio.) est favorable à la Suisse.

4.2.1 Commerce de marchandises

Selon les statistiques de l'Administration fédérale des douanes¹⁴, la valeur du commerce bilatéral des marchandises s'élève à 7,9 milliards de francs suisses en 2022 (2021 : CHF 7,8 milliards). Cela correspond à une augmentation de 0,8%. La **Belgique** se trouve ainsi au **13^e rang** des principaux partenaires commerciaux de la Suisse.

¹⁴ Total 1 : conjoncturel (sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités).



La valeur des **exportations** de marchandises suisses vers la Belgique a atteint 4,45 milliards de francs, ce qui correspond à une augmentation de 0,8% (1,6% du total des exportations suisses). La Belgique est la 13^e destination de nos exportations et la Suisse est le 13^e fournisseur de la Belgique. Les produits pharmaceutiques et chimiques restent le secteur le plus important (49%) devant celui des instruments de précision (21%) et des machines (10%).

La valeur des **importations** de marchandises belges en Suisse a atteint 3,45 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 1,0% (1,5% du total des importations suisses). Cela place la Belgique au 14^e rang de nos fournisseurs alors que la Suisse occupe le 16^e rang des exportations belges. Les principales marchandises importées de Belgique sont les produits pharmaceutiques et chimiques (40%), les métaux (10%) et les véhicules (9%).

4.2.2 Commerce de services

Selon les chiffres provisoires de l'OCDE portant sur 2021¹⁵, le **commerce bilatéral des services** entre la Suisse et la Belgique¹⁶ s'est soldé par un déficit de € 3,9 milliards en défaveur de la Suisse. La valeur du commerce bilatéral des services s'est établie à € 11,63 milliards et la Suisse représente le 5,0% du total du commerce des services de la Belgique.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

La Belgique dispose de nombreux atouts pour attirer des investisseurs étrangers. Sa situation géographique centrale, au cœur d'une des régions les plus riches du monde, la présence des institutions européennes et de l'OTAN, ses aéroports internationaux, son infrastructure routière, ses ports maritimes et son réseau de navigation fluviale. Sa population active bien formée et multilingue (dont deux langues en commun avec la Suisse) et sa qualité de vie élevée représentent également une valeur ajoutée pour le Plat Pays. Parmi ses faiblesses, il y a lieu de signaler le vieillissement de sa population et la saturation chronique de certaines voies de transport, notamment le rail et la route. Cela peut constituer un frein à l'activité économique et décourager certains investisseurs. Il en va de même pour l'indexation automatique des salaires.

La **position concurrentielle de la Belgique** s'est renforcée sur certains points et s'est affaiblie sur d'autres. Elle figure ainsi à la [21^e position](#) (2021 : 24^e) du classement annuel de compétitivité de l'IMD et en [23^e position](#) (+3) du *World Digital Competitiveness Ranking*. Dans le *World Talent Ranking* », elle

¹⁵ OECD, [Statistiques de OCDE.stat sur les échanges internationaux de services](#)

¹⁶ Données 2022 pas encore disponibles.

occupe la [13^e place](#) (2021 : 13^e). Selon l'Indice mondial de l'innovation 2022 réalisé par l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle, la Belgique se trouve à la [26^e position \(-4\)](#).

Selon les statistiques belges (voir Annexe 5), le capital des investissements directs étrangers (IDE) s'est porté fin 2021 à 425,76 milliards d'euros (2020 : € 445,63 milliards) en diminution de 4,4% par rapport à l'année précédente. Fin 2021, en terme de stocks IDE, les cinq investisseurs étrangers les plus importants sont la France, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Selon le « Baromètre de l'Attractivité belge »¹⁷ de Ernst & Young, la Belgique reste un marché de choix pour les investisseurs étrangers, mais a cependant reçu moins d'IDE en 2022 que d'autres pays européens, ce qui l'a amenée à passer de la **6^e à la 9^e place au classement des pays européens les plus attractifs**. Après deux années difficiles liées à la pandémie de Covid-19, on pouvait espérer une reprise rapide des investissements directs étrangers en Belgique. Celle-ci a été freinée par les incertitudes liées au conflit en Ukraine et la crise économique qui en a découlé. Le nombre total d'investissements étrangers a reculé de 4% par rapport à 2021. Au total, la Belgique a enregistré **234 projets en 2022**, contre 245 en 2021. Au niveau de l'emploi, les chiffres sont plus encourageants. Les différents IDE ont généré la création de 8'071 emplois en 2022, en hausse de 16% par rapport à 2021.

Pour ce qui est des projets enregistrés, **l'écart se creuse entre la Flandre et la Wallonie** puisque du côté de la première, on en compte 160, ce qui représente une hausse de 19 unités par rapport à 2021. Effet inverse pour la seconde avec 27 projets enregistrés, soit un recul de 19 projets. Ce phénomène négatif est également constaté dans la région de Bruxelles-Capitale qui passe de 58 à 47 projets.

Lorsque l'on se penche sur les investissements étrangers, on constate que huit pays représentent, à eux seuls, le 70% des IDE. Malgré une baisse de 11% du nombre de projets par rapport à 2021, **les Etats-Unis demeurent le plus gros investisseur étranger en Belgique**. La Suisse ne se trouve pas dans le top ten.

Selon le dernier baromètre de ManpowerGroup sur la main-d'œuvre¹⁸, la situation s'améliore quelque peu même si, d'après cette enquête, 80% des employeurs belges éprouvent encore des difficultés à remplir leurs postes vacants.

5.2 Investissements bilatéraux

Selon les statistiques belges (BNB), la **Suisse est le 8^e investisseur étranger en Belgique fin 2021** (comme en 2020). Le stock des investissements directs suisses en Belgique s'est élevé à 11,22 milliards d'euros (2,6% du total des investissements en Belgique). Cela signifie une diminution de 17,0%.

Les statistiques suisses (BNS) indiquent un **stock d'investissements directs** suisses en Belgique de **17,07 milliards de francs en 2021**. Cela représente une légère diminution par rapport à 2020 quand le stock atteignait une valeur de 17,79 milliards de francs. Les investissements directs suisses en Belgique ont représenté 1,2% de l'ensemble des investissements directs suisses à l'étranger. Pour ce qui est du **personnel employé** en Belgique par les entreprises suisses, on dénombre 20'157 personnes en 2021 (2020 : 19'652). Le nombre des personnes employées en Suisse par des entreprises belges est de 3'091 en 2021 (2020 : 3'173)¹⁹.

Selon la BNS, le stock des **investissements directs belges en Suisse** est passé de 20,06 milliards de francs en 2020 à 21,08 milliards de francs en 2021. Il a ainsi représenté 1,9% de l'ensemble des investissements directs étrangers en Suisse. Selon la BNB, la Suisse se trouve à la 10^e place (2020 : 8^e) des destinations des investissements belges à l'étranger. Ceux-ci sont allés, avant tout, vers les Pays-Bas, le Luxembourg, le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis. Cela dit, la Suisse reste intéressante pour les acteurs économiques belges en raison de son pouvoir d'achat élevé et de l'importance que les Suisses attachent à des produits et services de qualité.

¹⁷ [Baromètre de l'Attractivité belge, EY](#)

¹⁸ [Manpower Total Workforce Index 2022](#)

¹⁹ Source : Office fédéral de la statistique OFS

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Les agences de promotion économique suisse établies en Belgique sont Suisse Tourisme et Switzerland Cheese Marketing. S'y ajoutent Economiesuisse, Swisscore, Swiss Finance Council et des études d'avocats dont l'attention va principalement aux institutions européennes sises à Bruxelles.

La Chambre de Commerce Suisse pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg réunit des personnes intéressées à mettre en valeur les relations avec la Suisse ainsi que des sociétés établies en Belgique et au Luxembourg. Elle organise notamment une dizaine d'événements par an. Ces événements s'inscrivent soit dans un contexte européen, soit dans une perspective bilatérale. La Chambre de commerce publie également une revue annuelle. Il existe aussi un « Business-Club Belgo-Luxembourgeois » avec siège à Lausanne.

La collaboration entre « Switzerland Global Enterprise » et l'Ambassade pour l'expansion des relations commerciales se base sur des prestations de base et des mandats occasionnels. L'Ambassade reçoit de temps à autre des demandes de PME belges qui manifestent un intérêt à exporter vers la Suisse ou d'y ouvrir une filiale.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Belgique est un pays industrialisé dont nombre d'habitants ont un niveau de vie élevé et un pouvoir d'achat important. La Suisse y bénéficie d'une bonne image, notamment sur les plans **touristique et culturel**. Elle garde néanmoins toujours l'image d'un pays cher en comparaison des concurrents directs de la région alpine. Si la Suisse est bien connue comme lieu de tourisme, elle l'est moins pour sa capacité d'innovation, sa force économique et sa diversité. L'Ambassade tente de combler cette lacune en publiant des messages ciblés sur son compte Facebook.

Environ **534'000 nuitées ont été générées par des clients belges** dans des hôtels et maisons de cure en Suisse en 2022. Bien que cela représente une augmentation de 62% par rapport à l'année précédente, c'est toujours 19% de moins qu'en 2019, l'année avant le début du Covid. La Belgique occupe la 8e place quant aux nuitées dans les hôtels et maisons de cure des clients étrangers (environ 3% du nombre total de nuitées). En réalité, le nombre des nuitées belges en Suisse est bien plus élevé que celui figurant dans les statistiques de l'hébergement touristique de l'Office fédéral de la statistique. Il faut aussi tenir compte des séjours en parahôtellerie, des camps de vacances, des traditionnelles classes de neige et des maisons de vacances qui ont généré en 2022 environ 268'064 nuitées en plus.

Les Belges aiment la Suisse avant tout pour sa nature intacte, ses imposants paysages montagneux, pour son offre d'activités de plein air (randonnées, cyclisme, sports d'hiver) ainsi que sa diversité culturelle et gastronomique. La Suisse est une destination touristique haut de gamme et est commercialisée en tant que telle par Suisse Tourisme. La clientèle belge (dont la majorité provient de Flandre) est fidèle et apprécie le niveau de qualité des services touristiques et est prête à payer un prix correspondant. Les régions préférées sont les Grisons, le Valais, l'Oberland bernois et la région lémanique du canton de Vaud.

Suisse Tourisme accorde une attention particulière aux organisations internationales basées en Belgique afin d'attirer l'attention sur l'offre étendue de la Suisse en matière **d'hébergement de conférences et de séminaires** et de générer des nuitées dans ce secteur prometteur. Une autre attention est accordée à la durabilité (Swisstainable) et la promotion des voyages en dehors des périodes de pointe.

Avec plusieurs hôtels en Suisse, Intersoc (Mutualité chrétienne belge) reste un partenaire très important pour Suisse Tourisme Belgique qui génère une part importante des nuitées.

Les développements politiques en Suisse en matière d'**environnement**, de **transports** et d'**énergie** sont observés avec intérêt par les médias belges. La Suisse jouit également d'une excellente réputation dans les domaines de la **recherche scientifique** et de l'**enseignement**. La **formation professionnelle**, notamment le système dual pratiqué en Suisse, continue de faire l'objet d'un intérêt des milieux politiques et des acteurs économiques.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie de la Belgique

	2018	2022 ¹
Répartition du PIB		
Secteur primaire	0.6 %	0.6 %
Secteur manufacturier	18.9 %	20.8 %
Services	69.6 %	68.3 %
- <i>dont services publics</i>	12.9 %	12.9 %
Autre ²	10.9 %	10.3 %

Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	1.2 %	1.2 %
Secteur manufacturier	17.5 %	17.2 %
Services	81.3 %	81.6 %
- <i>dont services publics</i>	17.4 %	17.4 %

Source : Banque Nationale de Belgique, nbbstat

¹ Chiffres provisoires

² Impôts moins subventions sur les produits

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques de la Belgique

	2021	2022	2023
PIB (€ mia)*	502	552	581
PIB/habitant (€)*	43'472	47'552	49'751
Taux de croissance (% du PIB)*	6.1	3.1	0.7
Taux d'inflation (%)*	3.2	10.3	4.6
Taux de chômage (%)*	6.2	5.5	6.0
Solde budgétaire (% du PIB)*	- 5.5	- 4.3	- 5.1
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	4.3	- 3.3	- 2.7
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	109.2	106.8	108.1
Service de la dette (% des exportations)**	1.7	1.6	1.7

* Source : FMI, [World Economic Outlook database: April 2023](#)

** Source : FMI, [Article IV Consultation, Décembre 2022](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de la Belgique 2022

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations* par le pays hôte (€ millions)	Part	Var. ²⁰	Rang	Pays	Importations* par le pays hôte (€ millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Allemagne	128'580	21.3%	48.1%	1	Pays-Bas	108'885	18.4%	31.8%
2	Pays-Bas	83'435	13.8%	46.4%	2	Allemagne	68'313	11.5%	7.4%
3	France	79'262	13.1%	18.6%	3	France	54'483	9.2%	32.5%
4	Etats-Unis	35'389	5.9%	28.2%	4	Chine	35'349	6.0%	42.5%
5	Royaume-Uni	31'285	5.2%	19.3%	5	Etats-Unis	35'227	5.9%	26.6%
6	Italie	26'327	4.4%	17.9%	6	Royaume-Uni	34'655	5.8%	123.7%
7	Espagne	17'087	2.8%	24.6%	7	Irlande	24'224	4.1%	5.8%
8	Pologne	13'917	2.3%	16.6%	8	Espagne	24'141	4.0%	62.8%
9	Japon	10'457	1.7%	38.6%	9	Italie	22'725	3.8%	31.3%
10	Suède	9'765	1.6%	23.0%	10	Norvège	17'317	2.9%	139.5%
16	Suisse	6'607	1.1%	22.3%	13	Suisse	9'500	1.6%	11.4%
	UE	410'911	67.9%	32.5%		UE	428'050	72.2%	31.5%
	Total	604'352	100 %	30.1%		Total	592'463	100 %	32.7%

Source : [Banque Nationale de Belgique](#)

* Chiffres provisoires

²⁰ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et la Belgique

Perspective selon la Suisse

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation</i> (%)	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde (Mio. CHF)	Volume (Mio. CHF)
2018	4'149	0.5	3'294	-0.9	855	7'443
2019	4'365	5.2	3'573	8.5	792	7'938
2020	4'066	-6.8	3'016	-15.6	1'050	7'082
2021	4'422	8.7	3'416	13.3	1'006	7'838
2022	4'456	0.8	3'449	1.0	1'007	7'905
<i>Total 1*</i>						
2023 (I-V)**	1'169	0.5	960	-1.4	209	2'129

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente

Exportations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits pharma et chimiques	53.4	49.6
2. Inst. précision, horlogerie, bijouterie	20.6	21.3
3. Machines	8.7	10.5
4. Métaux	5.3	6.6

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits pharma et chimiques	39.8	40.6
2. Métaux	9.6	10.0
3. Véhicules	10.3	8.9
4. Machines	7.9	7.1

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, Swiss-Impex

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs en Belgique (2021)

Rang	Pays	Investissements directs (€ mio. stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (€)
1	France	139'198	32.6%	- 10.3%	6'453
2	Pays-Bas	82'404	19.4%	+ 0.4%	8'778
3	Luxembourg	64'309	15.1%	+ 1.7%	6'270
4	Allemagne	33'468	7.8%	+ 2.1%	-3'275
5	Etats-Unis	27'576	6.4	+ 1.3%	n/a
6	Royaume-Uni	19'289	4.5%	- 22.9%	-2'334
7	Japon	17'344	4.1%	+ 3.6%	266
8	Suisse	11'220	2.6%	- 17.0%	- 2'621
9	Irlande	4'957	1.2%	+ 7.0%	2'549
10	Hongkong	4'850	1.1%	+ 5.7%	3'488
	UE	356'982	83.5%	- 5.6%	9'390
	Total	425'762	100 %	- 4.5%	9'715

Source : Banque Nationale de Belgique, nbb.stat